

LA CHARTE D'AMIENS, C'EST TOUJOURS TOUT OU RIEN!...

Article intemporel hélas toujours d'actualité, La preuve par les faits.

Il ne faudrait pas croire que nous prenons plaisir à critiquer systématiquement la confédération Force ouvrière ou/et d'ailleurs toute O.S. se revendiquant de la lutte de classe - ou encore toute O.S. qui pourrait se revendiquer de sa liberté et de son indépendance...

D'autant qu'en tant qu'anarcho-syndicalistes, ce qui nous différencie des anarchistes pouvant éventuellement taper systématiquement sur les syndicats en tant que bureaucraties avérées, c'est que, dans le plus grand respect d'un Fernand Pelloutier et de ses compagnons de combat aux origines du syndicalisme, nous avons en quelque sorte répondu, nous aussi, à sa *Lettre aux Anarchistes* - certes plus de cent ans plus tard, mais personne n'ayant encore jamais maîtrisé quoi que ce soit dans sa propre naissance, il n'y a pas vraiment de quoi culpabiliser d'une telle prise de conscience.

Non seulement, la vraie question à se poser serait plutôt *«pourquoi donc critiquons-nous entre autres cette confédération?»*, et qui plus est, pourquoi serions-nous systématiquement hostiles à Force Ouvrière? Un commencement de réponse à ces questions étant, pour la première: *«mais dites-moi, cette confédération que nos syndicats constituent et à laquelle nous adhérons, ne s'est pas créée n'importe quand, n'importe comment, ni pour n'importe quoi, et encore moins pour le plaisir de scissionner de la maison-mère C.G.T.»*; et pour la seconde, il suffirait que la C.G.T.-F.O. renoue avec sa propre histoire et ses principes fondateurs pour que notre esprit critique s'en félicite, la soutienne et porte haut et fort ses valeurs de toujours.

Mais voilà, sans aller jusqu'à citer Shakespeare sur la santé du royaume de Danemark, force est de constater qu'un malaise plus profond qu'on le supposait, s'est installé dans le fonctionnement de notre confédération, un malaise qui repose sur le non-dit, donc sur le *«faire comme si»*, donc sur la mise en place d'un arbitraire non avouable que, jusqu'à présent, la grande majorité des Secrétaires Généraux d'U.D. et de Fédération composant le *Comité Confédéral Exécutif*, a préféré ignorer - disons plutôt éviter, au très grand principe mais très ressassé prétexte de la survie de l'Organisation (notre C.G.T.F.O.).

Sauf que plus on attend, plus on recule les échéances, plus on donne au problème le temps de s'aggraver jusqu'au pire. Cette spirale doit cesser, il en va de la crédibilité de notre discours quotidien auprès des ouvriers et salariés qui nous rejoignent, qui nous font confiance et à qui nous n'avons pas envie de faire avaler des couleuvres.

Le mal dont souffre notre confédération - mais il n'y a pas qu'elle - ne date pas d'aujourd'hui. Il réside dans le fait que nous ne parvenons pas à syndicaliser l'immense majorité des travailleurs, voire que nous syndiquons de moins en moins de salariés. Les raisons en sont multiples et ne reposent heureusement pas que sur les seules organisations syndicales. Mais le fond du problème est là. Dès la création de la C.G.T., puis dans les années suivantes, ses principaux portes-parole, se considérant comme l'avant-garde consciente de la classe ouvrière, alertaient déjà sur la nécessité qu'un maximum de travailleurs se syndique. Et à cette époque, l'objectif clairement affiché par les syndicats était de subvertir la société qui exploitait les forces vives à son profit.

De toute son existence, le syndicat n'a eu de cesse de mener des combats revendicatifs et de les gagner, le syndicat n'a eu de cesse d'être toujours plus fort, donc de renforcer son nombre d'adhérents pour gagner les combats de sa classe. Les plus grands moments du syndicalisme de lutte de classe ont été ceux où il a su et pu imposer sa force au camp d'en face, et où il a su et pu bénéficier des adhésions en masse de tous les travailleurs, euphoriques, convaincus que la lutte payait et les amenait à un meilleur monde.

Malheureusement, la fâcheuse tendance de partis politiques dits *«ouvriers»* voire *«révolutionnaires»*,

voire religieux (d'où la C.F.T.C. en 1919), à s'emparer de la «*gouvernance*» des syndicats, tendance déjà bien présente à la naissance du syndicalisme au 19^{ème} siècle, a une bonne part de responsabilité dans la désaffection des travailleurs pour les syndicats par immobilisme tactique lié à la prise en compte de l'intérêt du parti politique, l'ajustement sur une même ligne d'intérêts différents, calcul et réflexion pour y arriver, voire immobilisme tactique.

Malheureusement aussi, le parti clérical que je viens d'évoquer, est également pour beaucoup dans la désyndicalisation des salariés. À la «*stalinisation*» de la C.G.T. des années 40, répond la «*déchristianisation*» de la C.F.T.C. dans les années 60, celle-ci, telle une chrysalide, accouchant en 1964 d'une C.F.D.T. qui, depuis lors, n'a eu de cesse de «*dealer*» son double langage jésuitique au patronat preneur et aux salariés ébaubis, carrément subjugués par tant de dévouement à la culture d'entreprise... le désormais fameux bonheur de travailler tous ensemble, patron, salariés, chacun à sa place pour la bonne marche de cette arche de Noé qu'est l'entreprise... qui nous a quand même menés droit au manageriat, la pire idéologie en matière d'organisation du travail à tous niveaux de la société, et à ses dégâts «*collatéraux*» tristement connus pour casser les salariés par injonctions paradoxales et autres pressions, amenant les plus «*blindés*» à l'écœurement, les plus fragiles au «*burn out*», voire au suicide.

Il en résulte quoi?

Dans les années 80, la syndicalisation se tasse et ne cessera plus de s'affaiblir.

Cela correspond, dans le camp d'en face, au plein essor de la société de consommation, ses images où s'affiche le bonheur dont on ne peut se passer, et où l'individu devient aussi une image de lui-même, image qu'il se fait de lui au quotidien, tant dans ce qu'il reste de sa vie privée que dans l'entreprise où ne compte plus que l'image qu'il doit donner et/ou que l'employeur lui impose!

Depuis lors, les moyens modernes de séparation des individus, que ce soit au travail, dans la vie sociale ou dans leur vie privée, n'ont cessé de se développer exponentiellement, jusqu'à ces dernières années où la marginalisation du syndicalisme ne tient qu'à un fil, celui du partenariat social... l'accord Sarkozy/C.F.D.T./C.G.T. sur la représentativité, devenu loi, rendant transparente la trésorerie des O.S, rend donc impossible le bluff sur le nombre des adhérents!

De fait, une confédération comme la C.G.T.F.O. n'a eu de cesse, lors de la mandature Blondel, puis celle de Mailly, de valoriser le développement de F.O., en stimulant les militants de base que nous sommes pour que nous syndiquions plus de collègues sur nos lieux de travail - en jargon: pour que nous «*placions*» plus de cartes.

Hélas pour F.O., confrontée à la faiblesse du nombre de ses adhérents, deux sources de revenus deviennent prépondérantes: la participation des représentants F.O. dans les conseils économiques, sociaux et environnementaux des régions (les C.E.S.E.R.), et la *Confédération Européenne des Syndicats* (la C.E.S.) remplaçant la C.E.S.L. Ces adhésions forcent F.O. à la participation, ce qui accentue sa schizophrénie en l'obligeant à «*faire comme si*» là où elle siège et face à ses adhérents, auxquels elle ne peut que mentir, le plus souvent par omission... Les quelques contacts pris avec des syndicats belges et italiens pour constituer une autre confédération internationale, n'aboutiront pas.

Blondel puis Mailly, conscients des enjeux, avaient bien compris toute l'importance de multiplier les adhésions pour que F.O. conserve la force que lui avait donné sa liberté et son indépendance.

Par contre, si Mailly, dans ses premiers mandats, faisait encore illusion, la suite, notamment son «*mandat de trop*» a révélé, a minima, la limite de liberté et d'indépendance de notre confédération, plus vraisemblablement, par *thinktank* interposé et accointances ministérielles, l'inféodation de son S.G. au pouvoir politique.

Sa «*retraite*» chez Raymond Soubie, homme de couloirs déjà du temps d'André Bergeron, finira de lever le doute: F.O. n'est plus menée comme une organisation ouvrière mais managée comme une entreprise lambda.

Par contre, la question qui restera en travers de la gorge de nombreux militants et sans réponse, sera de savoir à quel moment J.C.M. a décidé de jouer le jeu du camp d'en face? Avant ou après les lois El Komri?!

La question qui se pose pour résumer et essayer de comprendre l'attitude d'un Veyrier hier, et d'un Souillot aujourd'hui.

D'un côté le nombre d'adhérents F.O. désormais public. De l'autre, la double et paradoxale inféodation d'un exécutif syndical en proie, d'un côté, au partenariat social (l'accompagnement), et de l'autre l'obligation de feindre le respect des deux principes incontournables de F.O. (la liberté et l'indépendance), donc le mensonge.

Visiblement, Veyrier avait choisi d'adopter la posture du technicien confronté à une réalité de terrain hostile, sur un ton de quasi-confesse. Sauf que pour le coup, tout sonnait faux, sa comm' de mobilisation encore plus que le reste: ce 5 octobre de quelle année déjà? où nous étions invités à nous rassembler, tous ensemble, pour quoi déjà? Ah oui, pour gagner! Heu, gagner quoi, déjà? c'est effectivement une bonne question, nous pouvons nous remercier de nous la poser! (côté C.G.T., ce n'était d'ailleurs guère mieux!).

Bref, si nous nous sentons autorisés à appuyer là où ça fait mal, c'est qu'en tant que militants de base, nous avons quand même l'impression que l'histoire aurait pu être écrite autrement, et que, quelque part - il faut bien des coupables - nous serions les seuls responsables de cette situation... du fait de n'avoir pas su développer F.O. comme il le fallait pour combattre victorieusement ceux d'en face et d'en haut.

Ça, d'en-bas, ça passe mal. Pourquoi?

Parce qu'en fait, des «*leaders*» qui se comportent comme s'ils étaient à la messe, et qui te forcent à sortir le sonotone pour entendre ce qu'ils susurrent sans s'énervier, bien posément comme si on était entre soi, à discuter de choses et d'autres en sirotant une verveine, on n'en a pas vraiment besoin. En face et en haut, côté État et Patronat, oui, là, ils apprécient au plus haut point.

Mais nous, pas du tout! Bothereau était critiquable, mais il savait se fâcher. Bergeron était critiquable, mais ses colères étaient sincères. Blondel était critiquable mais quand il gueulait, même Chirac posait sa bière pour l'écouter. Même Mailly pouvait se mettre en colère. Ne parlons pas de Pavageau, il savait faire!

Mais alors, depuis... rien, nada, que dalle! Comment il s'appelle, déjà?

Et ça ne le choque pas, le monde dans lequel on survit, là?

D'autant que, si on y regarde bien, plus de 130 ans après la naissance de la C.G.T., qu'il y a-t-il de si différend dans la lutte à mener aujourd'hui, par rapport à celle que nos anciens ont menée à leur époque?

Au point où nous en sommes en matière de régression sociale - et dans une sorte de syndicalisme non plus d'accompagnement mais de partenariat, mis à part le décors outrageusement consumériste de plus en plus inaccessible, mis en place par ses créateurs de marchandises et autres fabricants de rêves paradisiaques à bas-coût, qu'avons-nous donc réussi à arracher dont nous pourrions être fiers?

Ça ne le choque pas, la rapacité du monde capitaliste qui n'a pas de limites, et n'en aura jamais tant que nous n'aurons pas réussi à le juguler puis l'anéantir?

Ça ne le choque pas, ce monde qui n'en a jamais assez de faire du fric, et qui ne cesse jamais de reprendre systématiquement tout ce qu'il a pu concéder, ici et là, à tous les producteurs de richesse?

Ça ne le choque pas à en hurler, qu'un salopard comme Sarkozy et tous ceux qui lui ont succédé depuis, aient pu ou osé affirmer que c'était grâce à notre système de protection sociale que nous étions passés à travers les crises dont celle de 2007!... et que la succession continue de la démanteler méthodiquement, notre protection sociale?

Ça ne le choque pas que ça fasse 55 ans que, d'un président à l'autre, d'un gouvernement à l'autre, des décrets Jeanneney à ceux de Macron, la casse systématique de notre Sécu continue inexorablement?!

Et ça ne le choque pas, qu'en 68, alors que le pouvoir était quasiment dans la rue, qu'aucune organisation syndicale, pas même la nôtre, n'ait songé un seul instant à exiger l'abrogation de ces décrets Jeanneney mettant fin à la solidarité entre les caisses - condamnant la Sécu de 45 à la déshumanisation comptable?

«Consommez plus, vous vivrez moins»

Cette sentence «*taguée*» sur les murs de «68» renvoie à la question de savoir ce qu'est la vraie vie. En dénonçant ce mirage du bonheur prodigué par les enthousiastes entrepreneurs de ce nouveau marché, cette affirmation mettait, mine de rien, le doigt sur ce qu'est devenu et devient le réformisme quand il n'est plus porté par, non pas l'utopie, mais par la construction, pièce après pièce, d'un monde d'égalité sociale et économique pour chaque individu.

Le réformisme sans perspective révolutionnaire n'aboutit - c'est tristement facile d'en faire le constat aujourd'hui - qu'au néant de toutes les précarités, des vraies-fausse politiques de l'emploi qui assèchent toutes les caisses de protection sociale, - ça n'aboutit qu'au néant résultant de toutes les casses du service public.

Si nous clamons haut et fort que se revendiquer de la *Charte d'Amiens*, ça ne consiste pas seulement à ânonner *Liberté et Indépendance* et choisir entre les deux lignes de conduite indissociables du militantisme syndical à tenir, mais à réfléchir à leur complémentarité et à la mise en œuvre d'un travail de longue haleine pour les solidariser.

Et si, encore, nous clamons haut et fort que se revendiquer de la *Charte d'Amiens*, ce n'est pas non plus par irréalisme, ou parce que nous aurions l'esprit tordu, mais c'est bien parce que force est de constater qu'à présent et depuis déjà quelques années, nos revendications, sauf en de rares exceptions, ne portent plus que sur ce que nous ont repris État et patronat sans que nous soyons capables de les en empêcher, c'est à dire, pour parler vrai, de simples réclamations et sûrement pas des revendications!!!

Yvon BOURHIS.
